



COMMUNIQUE DE PRESSE

Nancy, le 4 janvier 2022

Evolution du Réseau des Finances Publiques en 2022, le couperet est tombé :

**10 nouvelles suppressions d'emplois
et de nouvelles fermetures de Centres des Finances publiques en Meurthe et
Moselle !!!**

**2022, une nouvelle année de vache maigre aux Finances publiques,
un service public encore plus affaibli !!!**

**L'exemple même de cette dégradation du Service Public :
Le Centre des Finances Publiques de Longwy**

« Nous l'avons constaté dans la récente période, le service public est le garant d'une continuité de l'État au quotidien et encore plus en période de crise.

Aux Finances publiques, en période pandémique, ce service public a permis et permet toujours, entre autres, le versement rapide du fonds de solidarité pour les entreprises ou le paiement des salaires des agents des collectivités ou des hôpitaux, tout en assurant les autres missions essentielles qui lui sont dévolues.

En réponse à cette situation, la Direction Générale des Finances publiques a décidé de supprimer, **au niveau national 1 600 emplois pour 2022**, ce qui équivaut à rayer de la carte les effectifs de deux départements comme ceux de la Meurthe et Moselle et de la Moselle réunis !!!

1 600 emplois supprimés en 2021, cela porte les suppressions à plus de 18.000 postes sur les dix dernières années, près de 30.000 en 15 ans.

Un gigantesque plan social, auquel il faut ajouter dans la même période d'importantes réformes dans les missions et l'organisation même des services !

Rappel des suppressions d'emplois effectuées suite aux Projets de Loi de Finances (PLF) depuis 2013 :

PLF 2013	PLF 2014	PLF 2015	PLF 2016	PLF 2017	PLF 2018	PLF 2019	PLF 2020	PLF 2021	PLF 2022	TOTAL en 10 ans
- 2 023	- 1 988	- 2 000	- 2 130	- 1 630	- 1 600	- 2 130	- 1 500	- 1 800	-1600	-18401

Et tout cela dans le plus grand silence, alors même que les gouvernements qui se sont succédé sur cette période ont fait semblant de s'émouvoir lorsqu'une entreprise privée décidait de licencier ses salariés. Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais ...

Dans le même temps, nos Directeurs successifs s'épanchent dans les médias sur la qualité et l'intérêt pour les contribuables que constituent le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et le paiement des impôts, amendes, factures des collectivités locales chez les buralistes alors que ces dispositions visent en fait à « éponger » les suppressions d'emplois.

Pour l'intersyndicale des Finances publiques, il faut qu'enfin soit posée la question de l'augmentation des recettes de l'État, et que cesse le diktat unique et permanent de la baisse de la dépense publique, qui conduit la population à de plus en plus de précarité dans tous les domaines de la vie sociale.

Car le rôle de l'administration des Finances publiques est essentiel ! **Les suppressions d'emplois aux Finances publiques, cela implique :**

- moins de service public puisque moins d'accueil du public, nos guichets étant de moins en moins fréquemment ouverts ;
- moins de qualité du service rendu (lignes téléphoniques saturées en raison justement de la fermeture des guichets, applications informatiques souvent défailtantes, etc ...) ;
- moins de présence territoriale, avec la fermeture de nombreux centres des Finances publiques ; ainsi, en Meurthe-et Moselle :
 - 4 nouvelles fermetures de trésoreries seront opérées en 2022 : les trésoreries de *Baccarat, Blâmont (avec maintien d'une « antenne » suite à pression politique), Neuves-Maisons et du CPN de Laxou.* Elles s'ajoutent aux 5 fermetures de 2021, et précèdent les 3 fermetures programmées pour 2023 (Saint-Nicolas-de-Port, Blainville et Colombey-les-Belles).
 - transferts des SIP (services des Impôts aux particuliers) de Lunéville et Toul vers Vandoeuvre et de Pont-à Mousson vers Nancy ; si pour le moment des antennes sont maintenues, leur avenir est incertain
- une prise en compte des publics fragiles détériorée par un recours au « tout numérique » ;
- moins de lutte contre la fraude fiscale, et donc, par ricochet, des impôts supplémentaires qui se reportent sur l'ensemble de la population. Moins de rentrées fiscales, cela signifie aussi moins d'hôpitaux, moins d'écoles, des routes moins bien entretenues ... Il s'agit d'une orientation politique qui vise à servir les intérêts de quelques-uns, bien souvent les mêmes qui ont bénéficié de la suppression de l'ISF.

En Meurthe et Moselle, 10 suppressions d'emplois sont encore programmées en 2022, ce qui aura pour conséquence pour nos effectifs d'être sous la barre des 800 emplois.

Alors qu'au moment de la fusion entre les services des Impôts et du Trésor (en 2008), nous étions encore plus de 1200 agents en poste dans le département.

Ainsi, en l'espace d'une quinzaine d'années, 30 % des emplois aux Finances Publiques 54 ont été rayés de la carte.

Le Centre des Finances Publiques de Longwy, s'il n'est pas directement touché par les suppressions pour l'année 2022, est emblématique de la dégradation du Service Public rendu tant aux citoyens qu'aux collectivités locales.

En terme d'emplois, il y a quelques années, plus de 50 agents travaillaient à la Trésorerie ou au Centre des Impôts de Longwy.

Aujourd'hui, ils ne sont plus qu'une trentaine.

Une trentaine « sur le papier », mais une vingtaine réellement en poste.

Soit parce que des agents sont en arrêt de longue maladie du fait, justement, du manque d'effectifs et de la surcharge de travail qui en découle.

Soit parce que les postes ne sont plus pourvus et occasionnellement occupés par des contractuels. En effet, la politique de la Direction est désormais d'affecter des contractuels beaucoup plus précaires et corvéables à merci, que des fonctionnaires titulaires. Peu importe si ces contractuels n'ont aucune formation. Seul le « profit immédiat » compte ...

En terme de service public rendu à l'utilisateur également, en commençant par son accueil.

Le Centre des Finances Publiques de Longwy n'est plus ouvert au public que 4 demies-journées par semaine en matinée. Ce qui paraît amplement suffisant aux yeux de notre Direction.

C'est faire peu de cas des personnes âgées, précaires et/ou peu familiarisées à l'outil numérique et des travailleurs frontaliers.

Ces horaires d'ouverture a minima occasionnent des délais d'attente importants au guichet avec des conséquences directes sur les conditions de travail des agents d'accueil.

Le Centre des Finances Publiques est donc ouvert 4 matinées par semaine.

Mais pour combien de temps encore ?

Car, ne nous en cachons pas, les signaux adressés actuellement par la Direction Départementale des Finances Publiques 54, laissent planer l'incertitude sur la pérennité du Centre de Longwy en même temps qu'ils ne contribuent pas à redonner confiance aux agents soumis au stress ou encore à la souffrance au travail.

Manque d'emplois criant, conditions de travail très dégradées, dégradation du Service Public, voilà ce que dénoncera, entre-autres, l'intersyndicale CFDT, Solidaires, FO et CGT Finances Publiques 54 qui sera devant le Centre des Finances Publiques de Longwy, ce lundi 10 janvier 2022, de 11h30 à 14h.

Contacts :

- Estelle COSTANTINO (CFDT) : 06.75.05.56.40
- Jean-Christophe BERCHE (Solidaires) : 06.32.37.79.81
- Alexis TSCHENS (FO) : 06.78.41.01.02
- Franck STOCKER (CGT) : 06.79.77.58.12